

Chronique Américaine 2008

Laurent Bouvet # 22.01/06.11.08

Hillary Clinton vs. Barack Obama : un duel identitaire ? # 22.01

Jusqu'ici, la question dite « race-gender » n'était que sous-jacente dans les débats entre les deux principaux candidats à l'investiture démocrate, Hillary Clinton et Barack Obama. Tout le monde sait que le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle cette année sera soit une femme soit un noir mais sans que cette première historique ne représente un enjeu entre les candidats. Ils ont même eu jusqu'ici plutôt tendance à placer leur « identité » en retrait par rapport aux sujets qu'ils jugent importants : assurance maladie, retour à la croissance, lutte contre la pauvreté, guerre en Irak, etc. Bref, comme le disent désormais les conseillers en communication, Clinton et Obama ne racontent pas une « histoire » à partir de ce qu'ils sont mais plutôt de ce qu'ils ont l'intention de faire pour leur pays. Et s'ils insistent souvent sur leurs différences, c'était surtout pour mettre en avant, chez l'une, son expérience et sa rigueur, chez l'autre, sa fraîcheur et son audace.

Le climat a brusquement changé ces derniers jours. A l'occasion d'une passe d'armes autour de l'héritage de Martin Luther King, et à mesure que le calendrier des primaires se rapproche des états du sud, à commencer par la Caroline du Sud le 26 janvier, la question identitaire devient cruciale.

Il pouvait difficilement en être autrement tant cette campagne des primaires démocrates apparaît comme une sorte de débouché logique de l'évolution politique américaine de ces quarante dernières années. Celles qui ont vu l'émergence d'une politique de l'identité (identity politics) d'un bord à l'autre de l'échiquier politique. A la suite du « tournant identitaire » de la fin des années 1960, de nombreux groupes d'activistes issus des minorités (noire, latino, féministe, gay, religieuses...) ont investi le champ politique afin de faire reconnaître non seulement des droits, à la suite du Mouvement pour les droits civiques des années 1960 - voir Laurent Bouvet, « Le tournant identitaire américain. Du 'pluralisme-diversité' au 'pluralisme-différence' » in D. Lacorne (dir.), Les Etats-Unis, Paris, Fayard-CERI, 2006, p. 233-244., mais aussi la spécificité de leur identité, de leur histoire (essentiellement faite, selon la lecture « identitaire », d'oppression et de discrimination)

et de leur statut minoritaire dans la société américaine. Cet activisme a entraîné de nombreux changements dans les deux partis dominants. Le Parti démocrate, traditionnellement celui des minorités, a bien évidemment été le plus durement atteint au point que la grande coalition construite par Roosevelt à partir des années 1930 a éclaté. Et ce, dès l'élection de 1972 lors de laquelle son candidat, George McGovern a été écrasé par Richard Nixon - voir sur ce point l'ouvrage récent de Bruce Miroff, *The Liberals' Moment. The McGovern Insurgency and the Identity Crisis of the Democratic Party* (University Press of Kansas, 2007). Le Parti démocrate a alors cédé l'hégémonie qu'il détenait depuis cette époque sur la politique américaine au Parti républicain. Celui-ci s'est précisément reconstruit à partir de ce moment-là sur une base identitaire de plus en plus affirmée autour de groupes religieux radicaux (fondamentalistes, évangéliques...) exaltant les fameuses « valeurs » intimement liées à leur foi - famille, patriotisme, pro life, etc.

Après une domination républicaine ayant épuisé comme par trop-plein, notamment lors de la présidence de George W. Bush, son dynamisme identitaire initial - le seul candidat républicain issu de la mouvance des social conservatives (chrétiens fondamentalistes, évangéliques...) cette année, Mike Huckabee, ne pouvant espérer l'emporter sur ses concurrents -, c'est au tour des Démocrates d'arriver au bout de leur longue marche identitaire en prétendant porter à la Maison-Blanche un président qui ne soit pas, pour la première fois, un « homme blanc ».

La dureté de l'affrontement entre Clinton et Obama ces derniers jours tient notamment à cette situation inédite de concurrence entre une femme et un noir pour la candidature - notamment lors du débat télévisé du 21 janvier sur CNN. Les deux candidats apparaissent certes comme largement libérés du poids de leur appartenance à deux « minorités » traditionnellement exclues de la politique et surtout du pouvoir suprême. Ils n'ont pas dès lors à se marquer, à force de déclarations fracassantes notamment, comme proches des femmes ou des noirs puisqu'ils « sont » femme ou noir ; ce qui leur permet d'éviter la logorrhée « politiquement correct » qui pollue régulièrement la politique américaine. Mais, dans le même temps, ils sont regardés avant tout comme membres de ces minorités et leurs propos restent très largement analysés comme tels malgré leurs efforts pour se détacher de cette assignation identitaire.

L'ambiguïté de cette situation est d'autant plus remarquable que l'on avance dans la campagne des primaires. Ainsi, le vote de la minorité noire, largement acquis aux Démocrates, pourrait-il jouer un rôle plus important encore qu'habituellement. Obama semble l'emporter largement en son sein malgré des difficultés initiales à convaincre de l'authenticité de son expérience de noir américain. On le voit notamment au travers du soutien massif qu'il reçoit des noirs de Caroline du Sud avant même la primaire dans cet état. Il doit, quoi qu'il en soit, impérativement convaincre l'électorat noir s'il veut être désigné à l'issue des primaires. Mais Hillary Clinton n'a pas dit son dernier mot. Elle s'appuie en la matière sur l'héritage de son mari, Bill Clinton, dont Toni Morrison, la première femme noire américaine à obtenir le Prix Nobel de littérature, avait dit lors de son élection en 1992 qu'il était le « premier président noir américain ». Les indications sur le vote féminin en faveur d'Hillary Clinton vont dans le même sens à l'aune des premiers résultats des primaires et caucus d'Iowa, du New Hampshire et du Nevada.

Ce seront donc les « hommes blancs » démocrates et ceux parmi les indépendants qui se mobiliseront pour le candidat du parti, notamment ceux issus des catégories populaires et d'âge moyen, qui pourraient bien faire la différence dans ces primaires - en particulier lors du Super Tuesday du 5 février lorsque 22 états, dont les plus peuplés, voteront. Alors même que le candidat qui leur ressemble le plus (du point de vue identitaire adopté ici) John Edwards, n'est déjà plus vraiment dans la course. En étant distancé en tant que « troisième homme » derrière Clinton et Obama, Edwards est devenu de facto le faiseur de rois de cette campagne. Son populisme positif de « petit blanc » sudiste sera en effet un atout déterminant pour celui des deux « grands » candidats qui obtiendra son ralliement pour la suite - Clinton et Obama sont élus de grandes villes et de grands états du Nord.

La désignation pour la candidature démocrate ne sera par ailleurs que le prélude à un affrontement beaucoup plus dur, celui de l'élection présidentielle elle-même qui mettra en jeu la capacité du candidat démocrate d'être élu en novembre prochain contre le candidat républicain - un « homme blanc » dans tous les cas. Si « Faites l'histoire ! » est devenu le cri de ralliement des deux candidats, nombre de militants démocrates et d'observateurs s'interrogent aujourd'hui sur la capacité d'un candidat issu des « minorités » de gagner l'élection. Les enthousiasmes de la campagne des primaires risquent en effet de se heurter à une réalité plus triviale, celle d'une société américaine qui ne serait pas encore « prête » à élire une femme (et plus précisément Hillary Clinton, ce qui n'est pas indifférent...) ou un noir à la présidence.

Au-delà des idées reçues et des informations contradictoires qu'indiquent les enquêtes

d'opinion en la matière, on ne saura qu'à ce moment-là si, quarante ans après, le « tournant identitaire » est vraiment et pleinement effectué.■

Primaires : la longue marche des Démocrates # 10.03

La nouvelle série de primaires qui vient d'avoir lieu - « mini » Super Tuesday dans l'Ohio, le Texas, le Vermont et le Rhode Island le 4 mars et Wyoming le 8 mars - n'a pas permis de mettre un terme à l'affrontement entre Hillary Clinton et Barack Obama dans la course à l'investiture démocrate. Bien au contraire puisqu'Hillary Clinton a réussi son pari de « revenir » dans la course en gagnant le combat dans ces deux gros pourvoyeurs de délégués que sont le Texas et l'Ohio en vue de la convention démocrate qui doit se tenir à Denver au mois d'août - Clinton a aussi gagné dans le Rhode Island alors qu'Obama l'a emporté dans le Vermont et le Wyoming. Aucun des deux candidats n'est désormais en mesure de l'emporter en nombre de délégués « simples » (pledged delegates).

Ce sont donc les « super-délégués » (superdelegates) qui feront la différence - c'est-à-dire près de huit cents grands élus et officiels du Parti démocrate qui ont le droit de voter librement à la convention pour la désignation du candidat. La décision finale leur appartiendra pour la première fois depuis 1984, l'année où Walter Mondale l'avait emporté face à Gary Hart avant de se faire battre par Ronald Reagan lors de la présidentielle. Obama explique que ceux-ci ne peuvent qu'aller dans le sens du « vote populaire » et donc conforter le gagnant des primaires alors que Clinton insiste pour que tous les électeurs démocrates puissent s'exprimer au cours des primaires qui restent à venir jusqu'en juin comme, d'ailleurs, dans les primaires « annulées » par le parti national pour non respect du calendrier en Floride et au Michigan. Une vaste bataille juridico-politique est d'ailleurs engagée pour savoir comment tenir compte finalement des électeurs de ces deux états alors que personne ne veut payer pour y refaire des primaires dont le coût est estimé à près de 30 millions de dollars au total. La campagne interne sera donc bien plus longue que prévu. Hillary Clinton espérait en avoir fini début février grâce au Super Tuesday, elle avait concentré l'essentiel de ses moyens financiers sur cet objectif, ce qui explique en partie qu'elle ait eu plus de mal à lever des fonds depuis, alors que Barack Obama n'espérait certainement pas quant à lui aller jusque-là, ce qui explique sans doute en partie ses difficultés à préciser un programme qui n'avait pas été vraiment élaboré. Ce temps additionnel redonne espoir au camp clintonien. La candidate va en effet pouvoir, malgré des chiffres et une dynamique jusqu'ici favorables à son adversaire, continuer de tenter de convaincre qu'Obama n'est pas le bon candidat démocrate à l'élection présidentielle contre le Républicain John McCain. Pour Clinton, Obama n'est ni un bon candidat démocrate ni un bon candidat à la présidentielle.

Barack Obama n'est pas un bon candidat démocrate pour une raison essentielle : il n'est pas capable de

mobiliser la base électorale de son camp sur les enjeux essentiels de l'élection. L'argument de Hillary Clinton repose essentiellement sur sa propre capacité d'attirer le vote des « bread-and-butter blue-collar » ou des « working-class white men », ces hommes blancs des classes populaires, à faible niveau d'étude ou de qualification, occupant des emplois industriels. Ceux, précisément, qui se sont exprimés majoritairement en sa faveur lors des primaires, notamment dans la plupart des grands états industriels malgré leur poids relatif en baisse dans la population totale - pour la première fois dans l'histoire électorale américaine de l'ère industrielle les blue-collar whites ne seront plus majoritaires dans l'électorat (1). Comme ce sont les questions économiques et sociales qui sont désormais au cœur de l'élection (pouvoir d'achat, emploi, assurance maladie...), cet électorat reste primordial pour les Démocrates. L'attaque lancée par Clinton contre Obama, il y a quelques jours, sur l'ALENA - l'accord de libre-échange nord-américain qui est accusé d'avoir encouragé les délocalisations et le déclin industriel américain - a d'ailleurs porté ses fruits. Le principal conseiller économique d'Obama, Austan Goolsbee, professeur à l'Université de Chicago, a en effet déclaré à des diplomates canadiens lors d'une rencontre qui aurait dû rester secrète que les positions hostiles à l'ALENA de son candidat n'étaient finalement qu'une posture électorale nécessaire dans le cadre de la campagne. Bref, Obama serait avant tout, comme il a été dit et répété ces dernières semaines par les clintoniens, le candidat des upper-middle-class « wine » Democrats (en clair des bobos diplômés du supérieur et amateurs de vin) alors que Clinton serait la représentante des working-class « beer » Democrats (des ouvriers et des employés modestes peu diplômés et buveurs de bière)... sous-entendu les « vrais » Démocrates !

Mais Barack Obama n'est pas seulement, aux yeux d'Hillary Clinton, un plus mauvais démocrate qu'elle, il est aussi un bien plus mauvais candidat pour l'élection présidentielle surtout lorsqu'il faudra affronter John McCain. D'abord parce qu'il n'est pas capable de gagner dans les grands états, ceux qui rapportent beaucoup de grands électeurs et qui sont indispensables aux Démocrates pour le scrutin final puisque c'est elle qui les a « remportés » lors des primaires (California, New-York, New Jersey, Texas, Ohio...). Hillary Clinton a même tenu à préciser dans son discours de victoire le 4 mars qu'aucun candidat à l'élection présidentielle, démocrate ou républicain, n'avait été élu depuis bien longtemps sans avoir remporté les primaires de l'Ohio... Même si Obama a su gagner des états stratégiques pour l'élection finale, tels que le Wisconsin ou le Colorado par exemple, et qu'il a été capable de gagner d'un bout à l'autre du pays : Nouvelle-Angleterre, Midwest, Sud, Ouest... Deuxième argument anti-Obama : il n'a jamais eu à se battre dans l'adversité d'une campagne camp contre camp alors que Clinton se présente comme une spécialiste du

combat politique depuis trente ans. Elle joue d'ailleurs beaucoup de son aura de come back girl dans cette campagne puisque par trois fois elle a su revenir dans la course cette année. Dans la perspective de la prochaine « grosse » primaire, le 22 avril, en Pennsylvanie, l'argument du combat au corps-à-corps, celui qui réclame le plus de qualités va beaucoup être utilisé par l'équipe d'Hillary Clinton puisque c'est dans ce combat-là que se révèlent les qualités de leur candidate ; notamment sa capacité à aller chercher la victoire par tous les moyens - y compris les plus triviaux - et pas seulement en faisant de « beaux discours » et en rassemblant dans grandes foules acquises d'avance. Enfin, ultime argument soulignant l'absence de stature présidentielle de Barack Obama : il n'a ni expérience du pouvoir exécutif ni les qualités requises pour devenir le Commander-in-chief du pays. La publicité diffusée à la télévision par Hillary Clinton avant les primaires du 4 mars sur ce thème est éclairante : il est 3 heures du matin et le téléphone sonne à la Maison-Blanche pour annoncer qu'un événement grave vient d'arriver dans le monde, et sur fond d'image d'une enfant qui dort, la voix-off demande au téléspectateur : qui voudriez-vous qui décroche le téléphone ? Quelqu'un de compétent et d'expérimenté face aux défis du monde contemporain ou non ?

La campagne des primaires est donc loin d'être terminée. Mais malgré les préventions de beaucoup de Démocrates quant au risque qu'elle soit trop longue et trop dure, alors que le candidat républicain est d'ores et déjà désigné, il semble que les deux prétendants tout autant que l'organisation nationale du Parti démocrate elle-même, par la voix de son président, Howard Dean, ne soient pas trop inquiets. L'intérêt médiatique ne va pas décroître, loin de là, les sympathisants vont rester mobilisés, les arguments vont continuer de s'affûter et la démocratie ne s'en portera finalement pas plus mal. Ca tombe bien car les Américains, après huit ans d'Administration Bush, n'attendent que ça.

-

(1) Voir l'article de Peter Beinart, 'Courting Joe six-Pack', Time, March 3, 2008, p. 17.■

Obama et la question raciale # 21.03

Rien ne va plus pour Obama ! Alors qu'il était devenu en quelques mois à la fois le chouchou des médias américains (et bien au-delà d'ailleurs, il n'y a qu'à relire la presse française de ce début d'année pour constater que l'Obamania a traversé l'Atlantique) et le front-runner de la campagne démocrate contre Hillary Clinton, ces derniers jours ont vu son ciel politique s'assombrir. D'abord parce qu'Hillary Clinton a réussi un nouveau comeback dans la campagne à l'occasion des primaires de l'Ohio et du Texas qu'elle a remportées au début du mois ; ensuite parce qu'il est désormais soumis à des enquêtes et des questions de plus en plus poussées de la part de la presse américaine qui débouchent sur des révélations comme celles concernant les déclarations du pasteur Wright ; enfin parce que l'écart important qu'il

avait creusé dans l'opinion par rapport à sa rivale s'est réduit à presque rien (son avance dans les sondages nationaux s'est réduit de 14 à 4 points en moins de deux semaines).

Ainsi Obama a-t-il dû finir par avouer que les relations qu'il a eues avec Tony Rezko, un promoteur immobilier louche de Chicago (dont le procès est en cours devant la justice fédérale), étaient bien plus étroites qu'annoncées, notamment en termes de contribution électorale : Obama a ainsi reconnu récemment la somme de 250 000 dollars au lieu de 150 000 auparavant. Mais le scandale le plus important auquel a été confronté Obama est venu d'une autre connaissance surgie de son passé, et pas n'importe laquelle cette fois, puisqu'il s'agit du révérend Jeremiah Wright, aujourd'hui à la retraite, qui a été son pasteur pendant plus de vingt ans à Chicago. C'est lui qui l'a en particulier « conduit » vers Dieu, l'a marié et a baptisé ses enfants. Il semble même que le titre du principal ouvrage d'Obama (The Audacity of Hope) soit tiré d'un sermon du pasteur Wright.

Or le révérend Wright a été pendant toute sa carrière un prêcheur particulièrement radical. Des vidéos circulant sur l'internet le montrent en train d'appeler ses ouailles à chanter « God damn America » par exemple au lieu de « God bless America » ou encore en train de parler des Etats-Unis que des « US of KKKKA » en référence au Ku Klux Klan ; quand le pasteur n'accuse pas le gouvernement américain d'être responsable des attentats du 11 septembre ou d'avoir inventé le virus du sida pour décimer les Noirs... Bref, un radicalisme « noir » assumé et proclamé publiquement pendant des années. Or Barack Obama qui se présente depuis le début de la campagne comme un candidat « post-racial » a régulièrement assisté aux sermons enflammés du révérend Wright.

Pour éteindre l'incendie provoqué par les déclarations du pasteur Wright, Obama a choisi d'élever le débat et d'affronter clairement la question raciale dans un discours prononcé le 18 mars à Philadelphie, à deux pas du lieu historique où s'est tenue la Convention de 1787 qui a rédigé la Constitution américaine. Ce long discours passera certainement à la postérité comme l'un des grands discours politiques contemporains américains. A la fois pour les raisons rhétoriques habituelles, celles qui ont permis à Obama de s'imposer comme un très grand orateur, notamment grâce à des moments d'émotion tout à fait saisissants, mais encore, de manière nouvelle dans sa campagne, parce que le contenu du discours était cette fois bien plus important que les qualités formelles de celui-ci.

Dans son discours, Obama a non seulement réussi à déjouer les pièges de la racialisation de sa candidature tout en abordant de front, comme rarement dans la politique américaine, la question raciale avec sophistication, intelligence et

courage de l'avis général (le dernier en date a avoir réalisé un tel exploit était, ironie de l'histoire, Bill Clinton, notamment pendant les primaires dans le Michigan en 1992 où il avait tenu exactement le même discours exigeant et courageux sur la question raciale successivement à un auditoire noir de Detroit et à une salle blanche en banlieue), et en la liant, ultimement, à la question sociale autour de laquelle il tente de réorienter désormais sa campagne, afin de donner enfin à celle-ci un véritable contenu après la phase de l'appel à l'espoir dans l'unité qui a été sa marque de fabrique depuis l'automne 2007. Démonstration en trois temps donc.

Premier temps : déjouer les pièges de la racialisation de sa campagne (un candidat noir pour les noirs ou pour donner bonne conscience aux blancs libéraux...) en reconnaissant qu'il y a bel et bien un problème racial aux Etats-Unis et qu'il s'agit incontestablement d'un des thèmes de la campagne. La mémoire de l'esclavage et de la ségrégation comme les discriminations contemporaines : éducation, santé, emploi, violence... montrent que la question reste posée aujourd'hui - Obama cite même Faulkner à l'appui de son exposé : « Le passé n'est pas mort et enterré. En fait, il n'est même pas encore le passé ». Il explique ainsi que le moment où l'Amérique est la plus ségréguée entre Noirs et Blancs est celui de l'office le dimanche matin. Et qu'il ne faut donc pas s'étonner si le radicalisme des sermons du révérend Wright choque tant ils sont simplement entendus habituellement par ceux qui sont précisément les victimes de la couleur de leur peau.

Deuxième temps : comprendre la question raciale dans sa complexité plutôt qu'en véhiculant des clichés. Il est impossible aux yeux d'Obama de réduire la question raciale américaine aux déclarations incendiaires du révérend Wright par exemple qu'il condamne. Mais s'il n'excuse pas celui-ci, il affirme pourtant qu'il le considère comme un membre de sa famille au même titre que sa grand-mère blanche qui exprimait sa crainte vis-à-vis des Noirs et tenait à l'occasion de propos racistes. Bref, qu'il faut à la fois comprendre les effets de génération notamment - ainsi celle qui s'est battue pour les droits civiques avait-elle toutes les raisons d'être radicale - et la nécessité d'un discours moins caricatural aujourd'hui. La société n'est pas statique et la possibilité même qu'il y ait un candidat noir aussi bien placé est le signe des progrès réalisés à ses yeux. Mais il faut aller plus loin encore, et seule la mobilisation de tous les Américains, y compris les Noirs qu'Obama appelle à ne pas passer pour des victimes et à prendre leurs responsabilités (« Pour la communauté africaine-américaine, ce chemin signifie qu'il lui faudra prendre à son compte le fardeau de notre passé dans devenir des victimes de notre passé »), permettra de dépasser les circonstances qui peuvent encore permettre à certains de tenir, légitimement, des discours comme ceux du pasteur Wright.

Troisième temps : la question raciale ne pourra être résolue (ou du moins améliorée) qu'à la condition de traiter la question sociale dans son ensemble, celle

qui touche tout le monde, toutes races confondues. Pour réussir à franchir une nouvelle étape historique de l'histoire raciale américaine, Obama insiste sur le fait qu'il faut aussi reconnaître à leur juste valeur les difficultés des (petits) Blancs - cette white working-class qui lui a fait défaut jusqu'ici dans les primaires contre sa concurrente Hillary Clinton. « La plupart des Blancs américains des classes populaires et moyennes n'ont pas le sentiment d'avoir été particulièrement privilégiés du fait de leur race », ils ont bien des raisons, économiques et sociales, d'être en colère eux aussi, d'autant plus, ajoute Obama, lorsqu'on « les oblige à faire transporter leurs enfants dans une école à l'autre bout de la ville (busing), quand ils entendent qu'un Africain-Américain a été privilégié dans l'obtention d'un bon travail ou dans l'accès à une bonne université (affirmative action) en raison d'injustices qu'ils n'ont jamais commises ». Ce sont ces craintes des petits Blancs et leur ressentiment qui ont permis aux Républicains conservateurs (depuis la fameuse Reagan Coalition au sein de laquelle des électeurs démocrates traditionnels issus des classes populaires ont rejoint le parti des grands intérêts économiques...) de s'imposer comme la force politique dominante aux Etats-Unis. Or ce sont précisément les intérêts économiques défendus par les Républicains qui ont conduit à la situation dégradée des classes populaires et moyennes, financièrement, moralement et racialement. Il faut donc en finir avec les explications à la fois faciles et fausses des malheurs des uns et des autres. Obama propose un « autre chemin » que celui qui a conduit à faire de la politique le lieu « de la division, du conflit et du cynisme » : « à l'occasion de cette élection, nous pouvons nous présenter ensemble et dire, 'pas cette fois' ». Et de décliner le thème de « cette fois nous voulons parler... » des écoles, des urgences dans les hôpitaux, des usines, des morts pour le pays... qui concernent tous les Américains, quelle que soit leur couleur.

Reste, en conclusion, à soulever la question de la portée d'un tel discours. Au-delà de sa grande qualité rhétorique et de l'émotion qu'il suscite lorsqu'on l'écoute, ce discours est aussi profondément politique. Obama doit en effet impérativement, à un moment où sa campagne marque le pas, faire un dernier effort pour convaincre les électeurs blancs des classes populaires qui ont plutôt soutenu jusqu'ici sa rivale. Tout particulièrement dans les grands états industriels, dont la Pennsylvanie est un bon exemple. Or cet état, pourvoyeur d'un grand nombre de délégués à la convention démocrate, votera le 22 avril prochain - ce sera le dernier « grand état » à désigner ses délégués avant la convention. Et si Obama sait, tout autant que Clinton, que ni l'un ni l'autre ne peut plus l'emporter en nombre de délégués élus lors de ces primaires, il sait aussi qu'une bonne performance dans cet état réputé favorable à son adversaire pourrait faire pencher définitivement les super-délégués, ces quelques 800 grands élus qui feront

finalement l'élection, en sa faveur - ceux-ci étant plutôt enclins à suivre le vote des électeurs des primaires. Il démontrerait ainsi qu'un grand discours visionnaire sur cette pièce brûlante et manquante du puzzle identitaire américain qu'est la question noire peut aussi avoir des conséquences politiques tout à fait favorables à court terme.■

Primaires démocrates : vieille berline ou nouveau cabriolet ? # 03.05

Les victoires en forme de tout-pour-le-tout d'Hillary Clinton - dont la dernière en date en Pennsylvanie le 22 avril - semblent n'y pouvoir rien changer. Tout le monde fait comme si elle avait d'ores et déjà perdu les primaires démocrates, et certains lui demandent même d'arrêter sa campagne immédiatement pour épargner à son parti un combat sanglant jusqu'à cet été. Pourtant, malgré ces assauts répétés (ils durent depuis des mois) contre sa candidature à l'intérieur de son propre parti, et de la part d'une presse qui s'est révélée très nettement en faveur de Barack Obama - par amour de la nouveauté ? -, Hillary Clinton possède un argument de poids.

En effet, elle a beau n'être en avance ni dans le décompte des délégués pour la convention du mois d'août ni dans celui du vote dit « populaire » (le nombre de voix total directement obtenu par chaque candidat), elle a toutefois gagné tous ses combats contre Obama à la fois dans les plus grands Etats (i.e. ceux qui fournissent le plus grand nombre de grands électeurs pour l'élection en novembre et dont le Parti démocrate ne peut absolument pas se passer pour gagner : Californie, New York, Pennsylvanie...), et dans les swing states, ces états-charnière tout aussi indispensables dans la conquête de la Maison-Blanche : Pennsylvanie encore, Ohio et Floride en particulier. De plus, dans ces Etats, comme dans d'autres perdus ou gagnés par elle, elle a conquis le vote des swing voters, ces électeurs-clef qui font l'élection lorsque le jeu est serré entre Républicains et Démocrates. Ce sont des hommes (et des femmes d'ailleurs...) blancs qui n'ont pas fait d'études supérieures, dont les sérieuses préoccupations économiques se mêlent aux fameuses questions de « valeur », et dont une bonne partie avait constitué le gros des bataillons des Reagan Democrats dans les années 1980.

Or ce sont bel et bien ces Etats et ces électeurs-là qui feront la différence en novembre prochain contre le candidat républicain. Et il n'est pas du tout dit, en tout cas pas dans les enquêtes menées jusqu'ici sur ce thème, qu'ils acceptent de voter Obama plutôt que McCain ; alors qu'ils voteraient plus volontiers Clinton contre McCain précisément. Le syndrome du candidat démocrate trop « élitiste » perdant l'élection faute d'une force de conviction suffisante vis-à-vis des électeurs « populaires » refait donc surface à mesure que les primaires tirent vers leur fin (le 3 juin avec Porto-Rico). Dans le passé, John Kerry ou Michael Dukakis ont eu à essuyer ce type de reproches et ont perdu, largement, l'élection. D'aucuns ajoutent, discrètement certes car l'argument

est prohibé, que la couleur de peau d'Obama ne serait pas non plus un atout dans cette perspective.

Bref, le Parti démocrate s'apprête à désigner, par le truchement de ses super-délégués et sur la foi de règles non écrites (l'avance de quelques centaines de milliers de voix dans le « vote populaire », le nombre total d'Etats gagnés, l'avance (même minime) en nombre de délégués), un candidat qui n'a démontré ni sa capacité à gagner le cœur de l'électorat traditionnel de son parti ni à « faire la différence » dans les moments cruciaux lorsque le niveau de la tension monte d'un cran. Ses hésitations et son manque d'allant devant l'adversité lorsqu'il a dû gérer ses gaffes ou les conséquences de ses fréquentations (comme celle du révérend Jeremiah Wright) ont laissé sceptiques nombre de ses admirateurs. Hillary Clinton apparaît ainsi de plus en plus, grâce à ses victoires au finish dans les Etats les plus disputés, comme la candidate de « gros temps » alors qu'Obama reste plutôt celui de la traversée électorale par temps calme. Le fait qu'il ait réussi à récolter beaucoup plus d'argent que sa rivale renforce encore cette impression.

On ne sait pas comment sera la météo politique de la campagne présidentielle à partir de septembre, mais l'on peut d'ores et déjà parier que les Républicains et leur machine à écraser l'adversaire ne resteront pas l'arme au pied. John McCain est certainement un candidat républicain atypique par bien des aspects, mais il est aussi et d'abord un combattant d'exception dont les armes politiques seront celles, traditionnelles, de son parti. Les Démocrates n'ont donc, comme d'habitude, aucun cadeau à attendre. Leurs super-délégués ont tout intérêt à intégrer cette variable dans leur système de choix s'ils veulent avoir une chance de jouer la finale à armes égales. Dans ce cas, si l'on peut se permettre cette métaphore au pays de l'automobile reine, la bonne vieille berline qu'est Hillary Clinton pourrait s'avérer finalement bien plus performante, en dépit de ses nombreux défauts, que le nouveau et rutilant cabriolet toutes options incluses auquel fait penser Barack Obama. ■

Les trois défis d'Obama

05.06

La victoire de Barack Obama dans les primaires démocrates est non seulement une première historique - un candidat noir à l'élection présidentielle - mais encore une surprise si l'on veut bien regarder l'année qui vient de s'écouler. A la même date l'année dernière, Hillary Clinton était la candidate « inévitable » des Démocrates. Pourtant, malgré son caractère à la fois inédit et inespéré, le parcours exceptionnel d'Obama ne prendra réellement son sens, au-delà du côté « livre des records » de la performance d'ores et déjà accomplie, que lorsqu'il sera élu président des Etats-Unis. Or la campagne présidentielle proprement dite ne fait que commencer. Et quelles

que soient ses remarquables qualités (tout particulièrement son charisme) ou les faiblesses tout aussi certaines (son âge notamment) de son adversaire républicain, John McCain, Barack Obama devra relever trois défis à la hauteur de l'enjeu de cette élection historique, c'est-à-dire accomplir non seulement son destin mais encore celui des Noirs et de la nation américaine tout entière un peu plus de quarante ans, seulement, après les droits civiques.

Le premier défi, le plus injuste, c'est celui de la couleur de sa peau. Obama a adopté, dès son entrée dans la course, une stratégie simple : dépasser le clivage racial qui pèse tant sur la société américaine. C'est-à-dire ne pas apparaître comme un candidat noir et comme le candidat des noirs. Il a d'ailleurs su dessiner, à plusieurs reprises, les contours d'une Amérique post-raciale. Cette vision positive et optimiste a beaucoup compté dans l'adhésion massive des jeunes et des citoyens les plus diplômés à sa campagne. Obama a prononcé sur le sujet, à Philadelphie le 18 mars, ce qui restera certainement comme l'un des grands discours de l'histoire politique américaine récente. Pourtant cet optimiste rassembleur qui a été l'un des moteurs de la candidature d'Obama doit être placé en regard d'un problème qui est loin d'être résolu. La polarisation du vote ethno-racial pendant les primaires - les noirs ont voté massivement Obama tandis que les Latinos et les « Petits Blancs » se sont prononcés majoritairement pour Hillary Clinton - augure mal de la campagne à venir. A la fois parce que ce type de polarisation peut se reproduire à une échelle bien plus défavorable pour Obama : il y a proportionnellement moins de noirs dans l'électorat total que dans l'électorat démocrate et inversement, davantage de petits blancs ; et parce que ces derniers sont moins enclins que d'autres à voter pour un candidat noir - qu'ils soient démocrates, républicains ou indépendants. Le fait que des activistes républicains aient également lancé à plusieurs reprises des campagnes soulignant le nom complet du candidat, Barack Hussein Obama et son rapport supposé à la religion musulmane, va dans le même sens. Cette donnée n'apparaît pas dans les enquêtes d'opinion, mais elle est très présente dans les témoignages recueillis, notamment par les journalistes, tout au long de la campagne - voir à ce sujet, par exemple, l'article de George Packer dans le dernier numéro du New Yorker. Elle jouera un rôle, difficile à évaluer certes mais néanmoins sensible, dans l'élection.

Le deuxième défi auquel sera confronté Barack Obama concerne l'avenir de l'économie américaine même s'il ne sera pas le seul à devoir le relever, bien évidemment. Là encore la campagne des primaires a donné quelques indications sur les difficultés auxquelles devra faire face le candidat démocrate. Le vote des « petits blancs » n'est pas qu'un vote ethno-racial, c'est aussi un vote socio-économique. Et les différences apparues tout au long des primaires entre les électors d'Hillary Clinton et de Barack Obama ne laissent pas présager, là non plus, d'une campagne facile pour ce dernier. Il a en effet surtout recueilli les suffrages des plus

urbains, des mieux intégrés et des plus qualifiés (diplômés de l'enseignement supérieur notamment) des électeurs démocrates. Les électeurs moins qualifiés, ceux de la traditionnelle « working class » et ceux, ainsi que leurs familles, travaillant dans les secteurs en déclin - notamment dans les vieux états industriels du Nord et le long des Appalaches - ont voté massivement Clinton. Elle l'a d'ailleurs emporté à la fois auprès de cette population et dans de nombreux Etats considérés comme décisifs pour l'élection de novembre : Ohio, Pennsylvanie, New Jersey, Virginie occidentale mais aussi Floride ou Texas... Le débat sera avant tout économique et social pendant les quatre mois de campagne qui restent, tant les préoccupations des Américains de 2008, exprimées enquête après enquête, vont dans ce sens : crise des subprimes et crise immobilière, délocalisations et désindustrialisation, libre-échange (ALENA) et déficit du commerce extérieur vis-à-vis de la Chine, réforme de l'assurance-maladie et du système de retraite... Or Obama est apparu en retrait ou en difficulté sur tous ces sujets lors des primaires. Il a fait preuve de cynisme sur l'ALENA, par exemple - l'un de ses conseillers économiques a été pris en flagrant délit auprès de diplomates canadiens auxquels il a expliqué que la position hostile au libre-échange du candidat n'était qu'une posture de campagne - ; il s'est montré méprisant vis-à-vis de cet électorat en difficulté économique lorsqu'il a déclaré lors d'une réunion de collecte de fonds le 5 avril à San Francisco « qu'il n'était pas surprenant que les habitants des petites villes [de Pennsylvanie] deviennent amers, s'accrochent aux armes à feu ou à la religion, développent de l'antipathie pour ceux qui ne sont pas comme eux, de l'hostilité envers les immigrants ou des sentiments antimondialisation » ; il s'est révélé trop peu « compatissant » en refusant de proposer une réforme du système d'assurance-maladie qui le rendrait obligatoire pour tous.

Le troisième défi d'Obama peut se résumer ainsi : est-ce qu'il réussira à incarner l'idée que les Américains se font de leur « Commander in chief » ? C'est-à-dire de leur président dans son rôle, primordial, de protecteur de ses concitoyens face aux menaces, aux désordres et aux bouleversements du monde. Sur ce terrain, l'inexpérience internationale et stratégique d'Obama est évidente, surtout face à un candidat républicain qui est à la fois un héros de guerre, un « faucon » en politique étrangère et un spécialiste au Congrès, depuis longtemps, de ces questions. Est-ce que la position anti-guerre, adoptée par Obama dès le début du conflit irakien, suffira, ainsi qu'il l'a fièrement défendu dans les primaires, à faire de lui l'acteur crédible du renouveau militaire et diplomatique américain ? Ou bien est-ce qu'au-delà du ras-le-bol exprimé par la grande majorité des Américains face à la guerre, ses conséquences humaines, son coût économique et ses effets dévastateurs sur l'image des Etats-Unis, c'est le doute quant aux capacités de ce nouveau venu en politique qui prévaudra ? Les Américains

rejetent aujourd'hui nettement l'Administration Bush à cause de la guerre d'Irak, des mensonges et des manipulations auxquels elle a donné lieu. Ils sont également avides d'un changement profond dans la manière dont leur gouvernement lie les questions économiques et les questions stratégiques après avoir littéralement sacrifié les premières aux secondes. Mais sont-ils pour autant prêts à changer radicalement de politique étrangère et de défense à l'heure où les menaces terroristes restent d'actualité, où rien n'est réglé en Irak - le départ comme le maintien américain sont des solutions catastrophiques - et où les équilibres internationaux se redessinent ? On peut en douter. Si la rhétorique du changement adoptée par Obama séduit par ses aspects anti-Bush, elle est moins convaincante lorsqu'il s'agit de solutions pratiques - quel retrait des troupes d'Irak ? Suivant quel calendrier ? Comment faire avec l'Iran ou face aux puissances émergentes ? Etc. Dès lors la figure rassurante de John McCain, dont même l'âge avancé dans ce cas pourrait être un atout, réapparaît en dépit de propositions concrètes pourtant tout aussi peu élaborées que celles d'Obama. ■

Réunir les Américains : l'enjeu de la nouvelle présidence # 08.07

La première tâche du nouveau président des Etats-Unis (Barack Obama ou John McCain, élu en novembre ne prendra ses fonctions qu'en janvier 2009) sera de (ré)unir ses concitoyens. C'est-à-dire de faire tenir ensemble des pans entiers de la société américaine que la présidence Bush a isolés, polarisés ou divisés. La politique menée par George W. Bush pendant huit ans a conduit à une plus grande disparité économique et sociale entre Américains, à des positions politiques de plus en plus radicales et à des visions de l'avenir du pays de moins en moins conciliables. Pour venir à bout des conséquences de cette période particulière de l'histoire du pays sur le plan intérieur, celle de la poursuite de la « Révolution conservatrice » commencée vingt ans plus tôt sous Reagan, le nouvel élu aura à faire face dès les premiers mois de son mandat en 2009 à trois grands défis « domestiques ». Un défi économique : rompre avec l'héritage de son prédécesseur tout en faisant face à une conjoncture particulièrement dégradée ; un défi « sociétal » : proposer des règles de vie commune acceptables par le plus grand nombre malgré la profondeur des divergences sur les valeurs morales notamment ; et un défi identitaire qui rejoint en partie le précédent mais qui se joue davantage sur la conception que les Américains se font d'eux-mêmes comme nation malgré les tensions dues en particulier aux phénomènes migratoires. Ces défis ne seront pas moins difficiles à relever que ceux de la politique extérieure dont il est plus souvent question à l'étranger, à cause de l'effet grossissant de la crise irakienne. Cette difficulté sera d'autant plus grande que les deux dimensions, interne et externe, sont étroitement liées aux Etats-Unis sans doute plus que n'importe où ailleurs - qu'il s'agisse, par exemple, du budget ou de l'image donnée et perçue des Etats-Unis à travers le monde.

Un double défi économique

Le nouveau président américain devra faire face à la fois à l'héritage de Bush et à une conjoncture fortement dégradée. Les contraintes sont d'ailleurs si fortes que le programme proposé durant la campagne a peu de chances d'être appliqué en l'état. Elles sont d'abord le résultat de la politique menée par George W. Bush pendant ses deux mandats (2001-2008) (1): diminution des impôts pour les couches supérieures de la population (Paul Krugman a ainsi calculé que la moitié des réductions d'impôts engagées par l'Administration Bush sont allées aux 10% les plus riches de la population américaine) (2); augmentation considérable du budget consacré à la sécurité (intérieur et défense) - ainsi les dépenses militaires sont-elles passées d'un peu plus de 300 milliards de dollars en 2001 à plus de 700 aujourd'hui (elles représentent 4,6% du PIB) ; déficit des balances commerciale et des comptes courants (respectivement 765 et 850 milliards de dollars en 2006), déficit budgétaire (près de 3% du PIB désormais alors qu'il y a dix ans l'excédent représentait 2% du PIB) et endettement records. Ces déficits sont surtout le signe d'une Amérique qui vit grâce à l'épargne étrangère, ainsi les investisseurs non américains, notamment chinois, détiennent-ils 40% des obligations du Trésor et 35% de celles des entreprises. Face à cette fuite en avant autorisée notamment par un dollar durablement faible, en particulier face à l'euro, les revenus du travail ont stagné et les inégalités sociales se sont creusées. Ainsi, par exemple, le salaire minimum n'a-t-il été relevé qu'à l'arrivée de la majorité démocrate au Congrès en 2007 (cela faisait dix ans qu'il n'avait pas bougé...) ou encore les retraites fournies par les entreprises sont-elles passées de plus en plus du système de pensions garanties (dont le fameux exemple de General Motors a permis de mesurer l'ampleur) à celui des comptes d'épargne personnels (dits 401(k)) qui fluctuent en fonction des aléas des marchés. La conjoncture internationale rend encore plus difficile toute action économique ou sociale : crise des prêts immobiliers à risque (subprimes), crise de l'immobilier, crise énergétique, crise alimentaire... Les Américains sont désormais confrontés à un renchérissement continu des matières premières et énergétiques alors qu'ils ne peuvent plus accéder au crédit aussi facilement qu'auparavant - ce qui leur permettait de faire face à la stagnation du pouvoir d'achat par exemple.

Face à ce double défi, le nouveau président devra faire des choix qui dépassent la simple question du soutien conjoncturel à la demande par exemple - que le Président Bush a assumé en dépit de son credo conservateur. Ce qui est en jeu désormais, compte tenu de l'ampleur des déséquilibres structurels, c'est le modèle économique américain lui-même. Ainsi, par exemple, les tentatives protectionnistes sont-elles particulièrement

fortes au moment où l'on se remet à parler de récession et de chômage (5% de la population active désormais). Les syndicats de l'industrie, particulièrement dans les Etats du Nord-Est, sont vigilants à l'égard de la politique d'ouverture commerciale engagée depuis la mise en place de l'ALENA. La préservation de ce qui reste d'emplois industriels - nombreux dans les Etats « stratégiques » où se joue l'élection présidentielle depuis quelques années - a été mise en avant pendant la campagne et sera certainement une des priorités du nouveau président. L'économie américaine ne peut pour des raisons à la fois économiques et politiques se transformer en pure économie de services dont l'atelier - et le banquier... - serait la Chine. La conscience de ces transformations, au même titre que les évolutions environnementales, est désormais parfaitement assimilée tant par les élites que par la population dans son ensemble. Il reste à voir comment la croissance sera relancée, selon l'opposition traditionnelle entre une stratégie de l'offre et une stratégie de la demande : soit en ouvrant davantage encore les règles de la concurrence et en poursuivant la baisse des impôts, ce qui est la proposition classique des conservateurs économiques (fiscal conservatives) ; soit en investissant massivement, pour faire levier sur la demande et la croissance futures, de l'argent public dans des programmes d'infrastructures (les catastrophes de ces dernières années telles que l'ouragan Katrina ou l'effondrement de ponts ont fait prendre conscience aux Américains de leurs lacunes) et dans la recherche, avec l'espoir de développer l'emploi qualifié. C'est le positionnement défendu par le Parti démocrate.

Quel que soit le choix stratégique que fera le nouveau président, il sera confronté à la « contrainte » budgétaire. Il semble en effet difficile, même en cas de désengagement partiel des troupes américaines de l'un ou l'autre des théâtres d'opération actuels (Irak, Afghanistan...), de parier sur une économie substantielle en termes de dépenses de sécurité et de défense. Or les demandes de protection de la part de la population américaine touchée par les différentes crises évoquées plus haut se multiplient. On l'a vu récemment à l'occasion de la crise de l'immobilier face à laquelle le Président Bush a engagé le gouvernement fédéral mais aussi en termes de politique de la santé avec le maintien du remboursement de certains médicaments dans le cadre du programme Medicare - à la fois pour satisfaire et soutenir les industries pharmaceutiques et pour rassurer la population âgée - ; on le verra certainement lorsque les questions de l'extension de la couverture maladie (plus de 40 millions d'Américains n'en bénéficient pas et le sujet a été au cœur de la campagne présidentielle) et de la retraite fédérale (le minimum assuré par le système fédéral dit de Social Security) reviendront au cœur des préoccupations, au moment où les protections contre la maladie et la cessation d'activité (3) seront remises en cause du fait du ralentissement de l'économie, de la montée du chômage, du vieillissement de la population et de la retraite des baby boomers.

Un défi « sociétal » multiforme

Le deuxième grand défi du nouveau président sera celui des « valeurs ». Ce terme recouvre peu ou prou l'ensemble des questions de société, essentiellement liées aux libertés et droits individuels, qui appellent des choix normatifs forts de la part de la puissance publique : avortement, mariage homosexuel, fin de vie, port d'arme, etc. Les « années Bush » ont été de ce point de vue celles d'une intensification, notamment sous la pression de groupes religieux qui se sont senti soutenus par la Maison-Blanche, des guerres culturelles (culture wars) opposant, schématiquement, les social conservatives (opposés à l'avortement, au mariage homosexuel et à l'euthanasie mais favorables au port d'arme) aux liberals qui défendent les positions inverses. La division, en particulier lors des élections, s'est ainsi accentuée entre une Amérique « rouge », base du Parti républicain (les « petits Blancs », le Sud, l'intérieur du pays, les petites villes et les banlieues lointaines des grandes villes) et une Amérique « bleue », celle des Démocrates (les minorités, les grandes villes des côtes et du nord-est). Les affaires « Terri Schiavo » sur l'euthanasie, Katrina (l'ouragan qui a dévasté la Nouvelle-Orléans), de mœurs (prostitution, adultère, homosexualité...) de la part de pasteurs conservateurs ou d'élus républicains prônant les valeurs familiales, ou encore les tensions autour de la nomination de deux juges réputés conservateurs à la Cour Suprême par le Président Bush (Alito et Roberts) ont fortement contribué à polariser l'électorat et médias dans une Amérique déjà profondément marquée par le fiasco irakien et les mensonges de l'Administration Bush.

Le nouvel élu aura pour tâche de réunifier la société américaine ou, du moins, de mettre fin à cette polarisation « culturelle » qui mine les relations sociales et encourage la séparation territoriale déjà forte entre groupes sociaux et ethniques. Cela passera certainement d'abord par une forme de retenue religieuse par rapport à son prédécesseur mais aussi par la nomination, à peu près certaine compte tenu de l'âge de certains membres de la Cour suprême, de nouveaux juges aux positions plus modérées afin de maintenir un équilibre a priori sur les questions de société de ce type qui risquent d'arriver jusqu'à la Cour. On peut aussi faire l'hypothèse que le président élu ne pourra échapper à une nouvelle manière de gérer le « gouvernement » plus consensuelle (projets bipartisans, association plus étroite du Congrès aux décisions de la Maison-Blanche...) que l'extension de la mainmise de la « branche » exécutive sur l'ensemble du pouvoir que l'Administration Bush a porté à son point le plus avancé en temps de paix.

Cette politique nouvelle, à la fois de réunification de l'Amérique et de gouvernement par consensus, pourrait conduire à son tour à une forme de recentrage des deux grands partis à rebours des évolutions récentes. Le Parti

républicain reposant moins sur les groupes religieux conservateurs issus notamment du Sud, et le Parti démocrate redevenant enfin autre chose qu'une coalition de minorités et d'élites culturelles de plus en plus éloignées de la réalité sociale du pays. La personnalité tout à fait particulière, et originale dans son camp, du nouveau président (qui reste aussi le chef de son parti au sens large du terme) pouvant laisser espérer un mouvement d'ampleur de ce type.

Le nouvel élu aura aussi pour tâche de redonner à son pays la fierté de lui-même concernant la défense des libertés et des droits constitutionnels. Les conséquences des attentats du 11-Septembre ayant été dévastatrices de ce point de vue. Les lois sécuritaires du type Patriot Act comme les atteintes aux libertés fondamentales à Guantanamo par exemple ont cassé l'image du pays des libertés non seulement dans le monde mais aux yeux des Américains eux-mêmes. Après des rapports accablants pour l'Administration Bush et les décisions de la Cour suprême sur le sujet, ce sera au nouveau président de redonner du crédit aux Etats-Unis : fermeture de Guantanamo, retour sur les mesures sécuritaires discriminatoires à l'égard de certaines catégories de population, séparation de la politique de l'immigration et de la politique de sécurité, etc. L'image extérieure du pays sera ainsi en ce domaine comme dans d'autres fortement indexée sur une politique de gestion de la relation entre liberté et sécurité à l'intérieur même de la société américaine.

Le nouveau défi identitaire américain

L'unité retrouvée de l'Amérique, programme incontournable de la nouvelle présidence, passera aussi nécessairement par une redéfinition de l'identité du pays à un moment de son histoire où la composition de sa population évolue sous la pression d'une immigration, mexicaine notamment, de plus en plus forte. Là encore, la période qui s'achève a été particulièrement dommageable pour l'image des Etats-Unis. Même si, sur ce point, le Président Bush défendait une politique ouverte et accueillante, le Parti républicain a refusé l'assouplissement des conditions de régularisation des travailleurs clandestins - pour des raisons de coût du travail notamment. De même, le durcissement de la politique de sécurité a-t-elle modifié les contours de la politique de l'immigration. Des conditions d'entrée plus difficile ont conduit à une augmentation de l'immigration clandestine et à des oppositions parfois vives entre autorités locales et fédérales (en charge de la frontière) notamment dans les Etats du sud-ouest - et à des réactions souvent hostiles des populations localement qui vont parfois jusqu'à faire la police des frontières elles-mêmes (comme le montre l'exemple du mouvement des Minutemen).

Plus généralement, le nouveau président devra faire face à une transformation de la structure démographique de la population américaine dans laquelle les « Blancs » ne seront plus majoritaires au cours du siècle, et surtout, dans laquelle la minorité principale désormais (avant les Noirs), les

Hispaniques (dont les Mexicains d'origine représentent une part dominante et croissante), seront à la fois plus nombreux et plus concentrés géographiquement - dans les Etats limitrophes du Mexique. Ce qui entraîne d'ores et déjà des difficultés importantes de gestion linguistique (l'espagnol devient la langue dominante dans certaines parties du territoire) et de nouvelles revendications de la part des nouveaux arrivants (autonomie, éducation, protection sociale...).

Le slogan entendu dans la campagne présidentielle d'une Amérique post- raciale prend ici tout son sens car ces difficultés, inédites dans l'histoire américaine, soulevées par la forte concentration d'une population minoritaire à la frontière de son pays d'origine, sont redoublées par celles d'un affrontement toujours possible entre minorités - surtout si la situation économique (chômage, salaires des travailleurs non qualifiés...) se tend.

Conclusion

On peut d'ores et déjà parier que le nouvel élu aura à cœur de mettre en place, au plus vite, les signes symboliques et réels d'un nouveau type de présidence, celle d'une unité retrouvée des Américains, afin de rompre avec la période Bush. Une présidence à la fois plus acceptable par tous ses partenaires internationaux et par les Américains. C'est-à-dire plus ouverte à la discussion (multilatérale à l'extérieur, coopérative et participative à l'intérieur), plus soucieuse d'obtenir un large consensus sur ces objectifs et ces choix, plus sûre d'elle-même parce que reposant sur des valeurs acceptées et légitimes. Il semble que ce soit à ce prix que les Etats-Unis pourront s'éloigner de la « Présidence impériale » pour une présidence apaisée mais aussi plus efficace et plus utile, tant pour le monde que pour les Américains.

-

(1) Malgré quelques échecs retentissants sur la retraite fédérale (Social Security) ou le Code fiscal que l'Administration Bush n'a pas pu réformer.

(2) International Herald Tribune, 15-16 avril 2006, p. 7.

(3) Elles sont garanties dans le système américain par le contrat de travail à temps plein - ainsi dans les grandes entreprises les « plans santé » et les « plans retraite » permettent-ils une bonne protection des salariés.■

Obama et la question raciale, acte II # 10.09

Barack Obama a placé jusqu'ici sa candidature dans une perspective post- raciale qui lui a plutôt réussi. Il a en effet convaincu, lors des primaires, les électeurs démocrates noirs qu'il était celui, malgré une histoire personnelle différente de celle de la grande majorité des Noirs américains, qui pouvait pour la première fois les faire entrer à la Maison-Blanche. Obama a

également su convaincre de nombreux électeurs démocrates blancs qu'il n'était pas qu'un candidat noir pour les Noirs. Ce premier acte ne s'est pas déroulé sans mal puisque, entre les sous-entendus de l'équipe Clinton et des liens difficiles à rompre avec le révérend Jeremiah Wright, le candidat démocrate a dû déployer des qualités rhétoriques et une habileté tactique hors du commun pour l'emporter.

Au moment où commence une nouvelle phase de la campagne, Obama se retrouve face à un problème d'une tout autre ampleur. La question n'est plus désormais de savoir s'il est capable de mobiliser le vote noir en sa faveur ou s'il peut convaincre les électeurs démocrates de son credo post- racial ; ce qui se joue à partir de maintenant, c'est la possibilité même du dépassement, au sein de l'électorat blanc, de la réticence à élire un Noir à la présidence. On rappellera, pour donner un ordre de grandeur au problème, que les Blancs ont été 94,5 millions à voter à la présidentielle de 2004 pour seulement 13,5 millions de Noirs et, surtout, que 60% des électeurs blancs ont voté pour Bush contre 40% pour Kerry.

Deux « effets » se mêlent qui compliquent particulièrement la tâche d'Obama : un effet « droits civiques » et un effet « Bradley ». L'effet « droits civiques » peut être résumé ainsi : depuis 1968, les Démocrates n'ont jamais obtenu la majorité chez les électeurs blancs lors d'une élection présidentielle. Ainsi, par exemple, Al Gore comptait-il 12 points de retard sur George Bush dans cet électorat lors de l'élection controversée de 2000. Cette tendance lourde est essentiellement due au réalinement électoral consécutif au vote des lois de 1964 et 1965 sur les droits civiques qui ont fait du Parti démocrate jusque-là dominant dans les Etats du Sud, le « parti des Noirs ». Ce qui a conduit une grande partie de l'électorat blanc du Sud, puis progressivement de l'ensemble de l'intérieur des Etats-Unis, à basculer vers le Parti Républicain - les Reagan Democrats des années 1980 et les value voters de Bush dans les années 2000 s'inscrivent dans le prolongement de cette évolution de long terme. L'effet « Bradley » tient son nom de l'élection pour le poste de gouverneur de Californie en 1982 lorsque le maire noir de Los Angeles, Tom Bradley, a été battu par son rival blanc alors qu'il était en avance dans tous les sondages - un pourcentage significatif des électeurs blancs interrogés déclarant vouloir voter pour le candidat noir alors qu'ils ne le font pas lors de l'élection, les enquêtes de sortie des urnes corroborant cet « effet ».

On peut invoquer un racisme latent - rarement exprimé bien évidemment - comme explication globale de ces difficultés structurelles mais rien ne permet de le mesurer avec certitude. Le politologue Andrew Hacker cite dans son dernier article, Obama : The Price of Being Black, New York Review of Books, Vol. 55, n°14, Sept. 25, 2008, p.12-16, deux enquêtes récentes qui montrent que la question raciale est au cœur de cette élection quoi qu'en disent candidats et commentateurs : un sondage ABC News/Washington Post de juin montre ainsi que 20% des Blancs interrogés affirment que la race du candidat pèsera lourd dans leur vote alors

que 30% admettent avoir des préjugés raciaux; une autre enquête, de CBS News/New York Times, en juillet, indique que 70% des Blancs interrogés pensent que le pays est « prêt à élire un président noir » - même si certains ajoutent spontanément « mais pas Barack Obama »...

Ultime difficulté, la question raciale est souvent inextricablement mêlée à des considérations socio-économiques dont on a vu qu'elles étaient déterminantes dans les swing states et les battleground states lors des primaires, ces Etats-clefs qui doivent être remportés pour espérer gagner l'élection présidentielle. Or, on se souvient qu'Hillary Clinton a devancé Obama dans pratiquement tous ces Etats (Pennsylvanie, Ohio, Floride...). De plus, dans ces mêmes Etats, c'est Clinton et non Obama qui a conquis la majorité des voix des swing voters, ces électeurs-charnière qui font l'élection lorsque le jeu est serré entre Républicains et Démocrates. Ce sont des hommes (et des femmes d'ailleurs...) blancs qui n'ont généralement pas fait d'études supérieures et dont les sérieuses préoccupations économiques se mêlent aux fameuses questions de « valeur ». Bref, typiquement le profil des Reagan Democrats et des value voters évoqués plus haut. Ce sont précisément ceux que le candidat républicain John McCain est bien décidé à garder dans son camp en novembre comme il l'a spectaculairement montré ces derniers jours en sortant de sa manche son atout-maître : Sarah Palin, sa colistièrre, véritable incarnation, s'il en est, de cet électorat.■

L'ouragan Sarah souffle sur la campagne américaine # 13.09

C'est Willie Brown, ancien maire démocrate de San Francisco qui a le mieux résumé la situation, à l'entame de la dernière phase de la campagne présidentielle américaine, dans son éditorial du dimanche 7 septembre du San Francisco Chronicle : « Les démocrates ont des ennuis. Sarah Palin a complètement changé la dynamique de cette campagne. Point final. » Et d'ajouter en signe d'avertissement aux Démocrates : « Elle n'a pas besoin de prouver qu'elle est 'du peuple'. Elle est réellement le peuple ».

Sarah Palin, populaire gouverneur de l'Etat d'Alaska mais largement inconnue jusqu'ici, a littéralement explosé sur la scène politico-médiatique en quelques jours, entre sa désignation comme colistièrre pour la vice-présidence (1) par John McCain et son discours remarqué devant la convention républicaine. Ce surgissement ressemble d'ailleurs beaucoup à celui de Barack Obama en 2004 lors de son discours devant la convention démocrate alors qu'il était lui aussi inconnu. Derrière cette irruption soudaine, il y a bien sûr un coup tactique audacieux joué par McCain qui montre qu'il sait être fidèle à sa réputation de maverick malgré l'affadissement de sa campagne ces dernières semaines. Mais l'on peut aussi déceler la résurgence d'une conformation habituelle du

combat politique américain de ces dernières années : la polarisation autour de deux cultures politiques irréconciliables, ou supposément telles, celle des Démocrates et celle des Républicains. La « bleue » et la « rouge » si l'on suit le code couleur qui les désignent dans les médias américains.

A une nuance, de taille, près, c'est qu'il ne s'agit pas d'un simple revival du célèbre débat sur les valeurs tel qu'il a pu se dérouler en 2004 notamment lorsque Karl Rove en a fait la ligne rhétorique de son champion, George W. Bush. Ce débat existe certes. Les valeurs conservatrices ou traditionalistes plutôt présentes chez les électeurs républicains (contre l'avortement, contre l'interdiction du port d'armes, pour la peine de mort, contre le mariage gay, contre l'euthanasie, contre la recherche sur les cellules souches, favorables au créationnisme, etc.) s'opposent bel et bien à des valeurs progressistes ou modernistes que l'on trouve plutôt chez les Démocrates (pour l'avortement, pour le contrôle des armes, contre la peine de mort, pour la recherche sur l'embryon, etc.). Mais aujourd'hui, une nouvelle dimension s'y ajoute, celle d'une démarcation sociale en même temps que culturelle, jouant à front renversé, opposant l'Amérique populaire, celle des couches modestes, blanches, rurales ou rurbaines... à celle des élites, cosmopolites et vivant dans les grandes villes ! Bref, Palin vs. Obama : deux visages de l'Amérique de demain (ils ont tous les deux la quarantaine), deux chemins vers le « rêve » américain.

Bien sûr, le phénomène Palin soulève autant de questions qu'il semble apporter de réponses aux Républicains dans cette campagne. Dès sa nomination, de multiples « affaires » ont surgi : la grossesse de sa fille de 17 ans, son implication éventuelle dans le licenciement de son beau-frère de la police, ses liens avec des lobbyistes à Washington... Mais ce sont surtout deux autres aspects de son parcours et de sa personnalité qui suscitent des interrogations chez les Républicains - et des attaques chez les Démocrates - : son manque d'expérience et son identité ultraconservatrice.

L'expérience de Sarah Palin en politique étrangère est nulle. Elle a demandé pour la première fois un passeport américain à l'été 2007 afin de rendre visite aux soldats d'Alaska en Allemagne et au Koweït ; elle a même déclaré : « J'ai tellement été occupée par le gouvernement de l'Etat (Alaska) que ne me suis pas tellement intéressé à la guerre d'Irak » ! Outre que cela ôte, symétriquement, un argument aux Républicains contre Barack Obama, l'inquiétude vient surtout de la probabilité, plus élevée pour Palin de remplacer McCain en cours de mandat que pour n'importe quel vice-président avant elle. McCain s'il était élu en novembre, serait en effet le plus vieux président jamais élu pour un premier mandat de l'histoire américaine. L'identité ultraconservatrice de Palin peut également être considérée comme un handicap électoralement : elle n'a pas un profil susceptible de séduire les électeurs indécis ou les indépendants alors qu'il s'agit d'un enjeu capital pour les deux camps. Suivront-ils McCain sans se

préoccuper de sa colistière ? Un sondage indiquait récemment que le choix de celle-ci incitait 31% des indécis à moins préférer McCain contre 6% à le préférer davantage.

Pourtant, ces deux handicaps abondamment soulignés par la presse doivent être nuancés. En effet, le manque d'expérience de Palin ne peut lui être reproché de la même manière si l'on s'en tient aux affaires publiques intérieures. Elle est en effet la seule des quatre candidats présents sur les deux tickets de cette présidentielle à être (ou à avoir été) gouverneur : c'est-à-dire en charge d'un exécutif. Les trois autres : Obama, McCain et Joe Biden n'ont jamais été que sénateurs sans aucune responsabilité exécutive. Palin s'est même permis de rappeler à Obama que « le maire d'une petite ville (qu'elle a été) était une sorte de community organizer (ce qu'a été Obama à Chicago) mais avec de vraies responsabilités » ! Son identité apparaît également comme un atout si l'on veut bien voir qu'au-delà du miroir qu'elle tend aux Républicains les plus conservateurs, elle a également fait preuve jusqu'ici d'un réel talent populiste, au sens positif de ce terme dans le vocabulaire politique américain : elle ne fait pas que représenter cette Amérique du peuple, elle l'incarne. Ce talent incontestable pourrait bien aider le ticket républicain à conquérir les cœurs, et surtout les voix, de toute une frange de cette population modeste que l'on évoquait plus haut. Dans certains Etats stratégiques (les fameux swing states tels que l'Ohio par exemple), dans les petites villes et les zones péri-urbaines, la religion, les valeurs familiales, le culte du travail, la fierté patriotique et le rejet de « Washington » (l'Etat fédéral) comptent au moins autant que les difficultés socio-économiques dans les choix électoraux. Si le ticket McCain-Palin réussit à attirer ne serait-ce qu'une partie de cet électorat qui s'était massivement prononcé pour Hillary Clinton dans les primaires démocrates, et qu'il garde les voix des conservateurs, notamment religieux, qui ont voté pour Bush en 2004, alors la partie pourrait s'avérer particulièrement difficile pour les Démocrates.

Si ceux-ci ont souvent eu en écoutant Barack Obama le sentiment d'avoir trouvé un nouveau Kennedy, il se pourrait bien alors que les Républicains aient découvert en Sarah Palin leur Margaret Thatcher comme l'ont déjà affirmé certains éditorialistes conservateurs.

(1) La Constitution américaine ne reconnaît que deux rôles au vice-président : remplacer le président en cas d'empêchement, de mort, de démission ou d'incapacité (Article II, Section 1), et présider le Sénat, avec voix déterminante en cas d'égalité (Article Ier, Section 3). Compte tenu de l'âge de McCain et des problèmes de santé qu'il a reconnus, on comprend pourquoi c'est davantage la première fonction que la seconde qui intéresse aujourd'hui les Américains.■

Le crépuscule de George W. Bush # 21.10

Habituellement, la fin du second et donc dernier mandat d'un président des Etats-Unis se déroule dans une atmosphère apaisée. Il est certes ce lame duck (canard boiteux) dont on se détourne pour s'intéresser aux candidats à l'élection à venir, mais il bénéficie aussi, en général, d'une cote de popularité flatteuse, comme si le pays voulait saluer son prochain départ.

Ce n'est pas le cas pour George W. Bush. S'il est bel et bien un canard boiteux, jamais aucun président n'a connu une telle impopularité au moment de partir. Au point que John McCain, le candidat issu du même parti que Bush, ne cesse de déclarer : « je ne suis pas George Bush ! ». La cause de ce désamour ? Le bilan des « années Bush ».

Quel que soit le sujet, l'héritage qu'il laisse à son successeur est calamiteux. L'armée américaine est coincée pour de longues années encore en Irak où la guerre coûte 700 millions de dollars par jour. La situation en Afghanistan ne cesse de se détériorer. La crise financière va coûter très cher - les 700 milliards de dollars du plan Paulson pour sauver le système bancaire. Ses conséquences économiques vont encore être aggravées par la politique menée par Bush : à la fois des réductions d'impôts (pour les plus riches) et un accroissement des dépenses (sécurité, lutte contre le terrorisme...). Le budget des Etats-Unis est passé en huit ans d'un excédent de 2% à un déficit de 3% du PIB. Résultat, la Chine, la Russie et les pays pétroliers du Golfe sont devenus les principaux créanciers des Etats-Unis.

Mais le plus grave est sans doute que l'Amérique ait perdu sa foi en elle-même. Son image de pays de la liberté a pour longtemps été ternie par les exactions pratiquées d'Abu Ghraib à Guantanamo.

Au total, Bush laisse un pays à la fois plus fragile et plus contesté que jamais. Changer la donne sera le grand défi de son successeur. On peut d'ailleurs se demander s'il n'est pas plus fou que courageux de vouloir se charger d'un tel fardeau.■

Quel « effet Bradley » ? # 22.10

Barack Obama a de bonnes chances de devenir le premier président noir des Etats-Unis. Cette victoire historique, si elle a lieu, sera aussi celle d'une exigence car Obama ne l'a ni voulue ni construite comme celle d'un candidat noir ou des Noirs à la présidence. Il a en effet toujours placé sa campagne, des primaires à aujourd'hui, dans la perspective d'un dépassement du clivage racial qui hante le pays depuis son origine.

La « question raciale » a pourtant bel et bien été présente tout au long de cette campagne. Aujourd'hui, certains Démocrates craignent qu'un « effet Bradley » ne vienne défaire l'avance de leur champion dans les

sondages - du nom de Tom Bradley, maire noir démocrate de Los Angeles qui s'est présenté à l'élection de gouverneur de Californie en 1982 et qui après avoir fait la course en tête dans les sondages a été battu par son adversaire blanc. On en a conclu que certains électeurs blancs ne voulant pas passer pour racistes aux yeux des sondeurs déclaraient vouloir voter Bradley alors qu'ils ne l'ont pas fait.

Nul ne peut dire aujourd'hui si un tel effet se produira le 4 novembre. D'abord parce que c'est la première fois qu'il s'agit d'une élection au niveau national. Ensuite, parce que la population qui va participer à cette élection est assez différente de celle qui a participé aux précédents scrutins : mobilisation forte des jeunes et des Noirs en faveur d'Obama, augmentation du nombre d'Hispaniques souvent plus hostiles aux Noirs que d'autres minorités... Enfin, parce que la seule présence d'un Noir comme candidat crédible à la présidence est en soi un signe de changement que l'on ne sait pas mesurer.

Reste toutefois un élément important, souvent oublié, qui prend un sens particulier cette année : aucun candidat démocrate depuis 1968 n'a réussi à obtenir la majorité chez les électeurs blancs à l'élection présidentielle ! Cela n'a empêché ni Jimmy Carter en 1976 ni Bill Clinton en 1992 et 1996 d'être élus, mais c'est un défi de plus qu'Obama devra relever. ■

McCain n'a pas dit son dernier mot # 23.10

La crise financière, les sondages, l'inscription massive de jeunes sur les listes électorales, l'écart dans le financement des campagnes... Tout semble condamner John McCain à une défaite annoncée. Même l'ampleur, cette année, du vote anticipé (plus de trente Etats permettent à leurs électeurs, sous certaines conditions, de voter avant le 4 novembre) semble concourir à la victoire de Barack Obama.

Pourtant, les Républicains veulent encore croire que rien n'est joué. Et pas seulement parce qu'ils espèrent, secrètement, un « effet Bradley » - voir la chronique d'hier.

Souvenons-nous d'abord que McCain est avant tout un battant. A l'été 2007, avant que ne commence la saison des primaires, il était donné pour mort politiquement: sondages désespérément plats, caisses vides, débandade de l'équipe de campagne... Il a tenu bon et l'a emporté sur tous les autres candidats républicains en quelques mois.

Ensuite, la « machine » électorale républicaine conserve de beaux restes. Reconstituée en quelques années par Karl Rove, le « cerveau » de Bush, elle s'appuie sur un réseau dense et actif de relais dans tout le pays, notamment dans certains Etats-clefs pour l'élection. Et même si cette année, l'organisation mise en place par l'équipe d'Obama

semble bien meilleure, il n'est pas dit que les capacités de mobilisation réelles - pas seulement sur internet ou d'enregistrement de nouveaux électeurs sur les listes électorales - soient si différentes au final entre les deux camps.

Et puis, tout peut encore arriver. John Kerry, le candidat démocrate battu en 2004, a toujours dit que la vidéo de Ben Laden, diffusée quelques jours avant le vote, avait joué un rôle essentiel dans la victoire de Bush. Un événement international qui redonnerait du souffle à un McCain plus à l'aise sur les questions géostratégiques que sur l'économie est toujours possible.

Enfin, il suffit de regarder les publicités télévisées de ces derniers jours pour comprendre que McCain a décidé de jouer l'attaque à outrance contre Obama dans cette dernière ligne droite en espérant bien finir par le déstabiliser.

Jusqu'ici cela n'a pas marché, mais qui sait ? ■

A qui profite la crise ? # 24.10

Ni Barack Obama ni John McCain ne sont fêrus d'économie. Cela ne les a jamais réellement intéressés. Jusqu'au mois de septembre, l'économie n'était pas au cœur de leur discours. Ils parlaient plus volontiers de questions internationales (McCain) ou de questions sociales (Obama). Alors même que les Américains vivaient eux, d'ores et déjà, pleinement la crise depuis un an : celle des subprimes et de l'immobilier (des centaines de milliers de familles ont perdu leur maison), celle de la montée des prix du pétrole et des produits alimentaires.

La crise financière a subitement changé la donne. Obama s'est révélé bien plus solide et bien plus calme face aux événements que McCain. Ce dernier a même prétendu un moment interrompre sa campagne pour retourner à Washington convaincre ses collègues sénateurs d'adopter le plan Paulson première manière (700 milliards de dollars d'argent public pour sauver les banques de la faillite). Résultat : il est apparu sur tous les écrans de télévision du pays comme l'ouvrier de la 25e heure, celui qui arrive après la bataille. Et il a dû se contenter de faire de la figuration aux côtés des responsables économiques de l'Administration Bush.

Son décrochage dans les sondages vient de ce moment précis. McCain qui avait tout misé sur ses qualités de leadership et de discernement, venait de montrer aux Américains qu'il s'agitait en vain, ne sachant que faire, face à une crise majeure.

Obama, au contraire, gagnait ses galons d'homme d'Etat par son calme et son discours rassurant dans la tempête. Non seulement il avait pris ses responsabilités en soutenant les démarches d'urgence de l'équipe Bush, mais en plus il traçait quelques perspectives de changement pour le système financier à venir. Des changements que l'on découvrait inscrits depuis longtemps dans un programme économique

(régulation plus forte des marchés, modération des rémunérations patronales, etc.) concocté par une équipe de conseillers de premier ordre. Bref : le changement dans la confiance !■

L'enjeu de la vice-présidence

27.10

Lorsqu'il s'agit de choisir un colistier qui pourrait être son vice-président, le candidat à l'élection présidentielle américaine se pose en général une seule question : qui va me rapporter le plus de voix ? Il sélectionne alors une personnalité susceptible de faire basculer dans son camp son Etat d'origine - surtout s'il est l'un de ces fameux swing States où se joue l'élection - ou bien quelqu'un en mesure d'apporter au ticket qu'ils vont former, des qualités complémentaires des siennes.

C'est ce qui s'est passé cette année. Barack Obama, nouveau venu sur la scène politique et faiblement expérimenté en relations internationales, a choisi Joe Biden, sénateur démocrate à la longue expérience en matière d'affaires étrangères et de défense, et figure bien connue du Tout-Washington. Alors que le vétéran John McCain a créé la surprise en désignant Sarah Palin, la jeune et quasi-inconnue gouverneur ultraconservatrice d'Alaska. Si le choix d'Obama était relativement attendu, celui de McCain a immédiatement déchaîné les médias. D'abord en faveur de cette mère de famille nombreuse proche des couches populaires dont elle est issue ; puis, à mesure qu'elle se montrait particulièrement maladroite et inconsistante, contre cette tenante d'un populisme extrême que l'on ne rencontre que dans l'Amérique profonde.

Les pouvoirs constitutionnels du vice-président sont très réduits : il préside avec voix déterminante en cas d'égalité le Sénat, mais surtout il remplace le président en cas d'empêchement et lui succède en cas de décès. L'enjeu est donc de taille cette année puisque McCain à 72 ans, serait, s'il était élu, le président le plus âgé à prendre ses fonctions. Et comme il a déjà eu, il y a quelques années, un cancer, les Américains se montrent particulièrement inquiets. Si jamais il ne terminait pas son mandat, ce serait Palin qui serait désignée présidente ! Or en moins d'un mois, tout le monde a pu se rendre compte qu'elle n'était pas du tout à la hauteur de la tâche. Le joker de McCain s'est alors transformé en boulet. Un de plus pour sa campagne.■

Pendant la crise, la guerre continue

28.10

La crise économique et financière a relégué au second plan les préoccupations internationales des Américains. Pourtant la « guerre contre le terrorisme » lancée par George Bush après le 11 septembre 2001 est loin d'être terminée. Même si l'élection ne se jouera pas sur les enjeux

extérieurs, contrairement à ce qu'avait anticipé John McCain qui comptait mettre en avant son expérience de soldat et ses aptitudes de « Commander in Chief », rien n'est réglé pour autant. Le prochain président américain aura à gérer une situation difficile et sans doute à faire face à de nouvelles crises internationales si ce n'est au terrorisme.

En Irak, les choses s'améliorent peu à peu à mesure que le pouvoir local prend le contrôle du pays. Mais les soldats américains sont encore loin du retour et tout peut arriver à n'importe quel moment : attentat, reprise des affrontements entre communautés... En Afghanistan, la situation s'est dégradée depuis un an : les Américains et leurs alliés ont du mal à contenir le retour des Talibans. En cas d'échec, le pays pourrait bien redevenir une base arrière du terrorisme.

Au-delà de ces deux théâtres d'opération, rien n'est réglé ni avec l'Iran qui poursuit son programme nucléaire, ni au Pakistan qui connaît une phase de grande incertitude après le départ de son président pro-américain Pervez Musharraf, ni avec la Russie dont l'intervention cet été en Géorgie a montré qu'elle voulait revenir au premier plan.

Enfin, le problème principal des Etats-Unis à moyen terme reste celui du coût économique (et écologique) de leurs importations énergétiques et de matières premières. Comme le dit Al Gore, ancien candidat à la présidence en 2000 et prix Nobel de la paix : « nous empruntons de l'argent à la Chine pour acheter le pétrole du Golfe persique qui aggrave d'une manière irréversible nos conditions de vie ». Ce qui était vrai avant la crise devient une urgence avec elle dans la mesure où les déficits américains (commercial, budgétaire, balance des paiements...) sont déjà considérables. ■

La machine à gagner d'Obama

29.10

Depuis des années, l'efficacité de ce que les Américains appellent la « machine électorale » était du côté des Républicains (quadrillage du pays grâce à des groupes religieux militants, mobilisation des électeurs le jour du vote, financement...). La stratégie de George Bush reposait notamment sur de grandes opérations de mobilisation pendant les 72 heures précédant le scrutin où chacun avait un rôle précis à accomplir : téléphoner une dernière fois à un ami, aller chercher une personne âgée en voiture, sonner encore une fois chez les voisins...

Cette année, les Démocrates derrière Barack Obama semblent avoir bâti une « machine » à la fois plus puissante, plus moderne et plus efficace que les Républicains. Son financement représente d'ores et déjà un record : plus de 650 millions de dollars ! Alors que John McCain n'a levé « que » 240 millions. La clef de ce succès dans la collecte de fonds repose sur un maillage très serré du territoire, bloc par bloc (quartier par quartier) et un suivi très précis grâce aux nouvelles technologies - la mobilisation

des jeunes cerveaux de la Silicon Valley a été fructueuse.

Ainsi Obama a-t-il pu récolter près de 254 millions de dollars en dons de moins de 200 dollars - la limite maximale autorisée par individu étant de 2300 dollars - alors que McCain n'en levait que 53. Cet énorme trésor de guerre lui permet non seulement d'inonder de publicités les télévisions des swing States (ces Etats indécis où va se jouer l'élection) mais encore de porter le combat là où McCain était assuré de la victoire - obligeant ce dernier à dépenser ses « maigres » ressources pour défendre son pré carré.

Les Clinton étaient réputés jusqu'ici avoir construit la meilleure machine électorale démocrate. Elle a permis à Bill d'être élu deux fois à la présidence mais n'a pas permis à Hillary de remporter les primaires. Elle a été vaincue par la machine Obama. Il faudra toutefois attendre le 4 novembre pour savoir si celle-ci peut faire élire un nouveau président démocrate.■

Les maux de la démocratie américaine # 30.10

En novembre 2000, l'élection présidentielle qui a opposé George W. Bush à Al Gore s'est jouée en Floride. Là où, à force de compter et recompter des bulletins plus ou moins bien perforés par l'électeur, la Cour Suprême a finalement cédé aux arguments des Républicains et, de fait, déclaré Bush vainqueur. Cet épisode reste un traumatisme pour beaucoup d'Américains qui ont eu l'impression que leur démocratie, quoiqu'ils aient pensé du résultat de l'élection, s'était ridiculisée aux yeux du monde.

Cette année, plus on approche de l'échéance plus les craintes sont vives de connaître à nouveau un « bug » démocratique. Nombre d'observateurs parient en effet sur une élection serrée malgré l'avance de huit à dix points de Barack Obama dans les sondages. D'abord parce que tout se jouera dans quelques Etats seulement - les désormais fameux Swing States - où il est, par définition, difficile de prévoir l'issue du scrutin. Ensuite parce que les techniques même de vote (vote par anticipation, vote par correspondance, vote électronique, machines à voter...) sont nombreuses, différentes d'un Etat voire d'un comté ou d'une ville à l'autre, et pour certaines d'entre elles, peu fiables, ce qui multiplie les risques d'erreur et de litige. Enfin parce que de nombreux doutes pèsent sur les inscriptions record sur les listes électorales -particulièrement du côté démocrate où l'on mise sur une forte participation notamment des jeunes et des minorités, deux catégories d'électeurs qui sont habituellement moins faciles à mobiliser que les autres.

D'aucuns, surtout chez les Républicains, crient à la fraude potentielle. On peut y voir de leur part un ultime argument de campagne alors que l'élection semble perdue. On peut y voir aussi le

signe d'une démocratie américaine qui a certes toujours connu des phénomènes de fraude mais qui a surtout été fragilisée dans ses fondements mêmes par les années Bush. Celles précisément qui ont commencé en novembre 2000 sur un terrible malentendu électoral

Les défis domestiques du futur président # 31.10

Le prochain président des Etats-Unis n'aura pas la tâche facile. Si le monde entier l'attend sur la définition d'une nouvelle politique étrangère (voir la chronique du mardi 28 octobre), les Américains le jugeront avant tout sur sa capacité à relever une série de défis en politique intérieure. Celui d'une aggravation de la situation économique du pays en raison de la crise financière bien évidemment mais ce n'est pas le seul, loin de là.

Les années Bush resteront en effet avant tout comme celles d'un approfondissement des divisions et des inégalités entre Américains. Non seulement en raison d'une politique fiscale très ciblée puisque plus de la moitié des réductions d'impôts consenties par l'Administration Bush ont profité aux 10% les plus riches de la population. Mais également parce que le mélange entre, d'un côté, les énormes dépenses militaires et de sécurité de l'après-11 septembre et, de l'autre, l'application rigide d'une doctrine économique non interventionniste, a amplifié les coupes sombres dans les dépenses sociales et d'infrastructures. Résultat, un système de retraites au bord de la faillite, une assurance maladie qui laisse de côté plus de 40 millions d'Américains, des écoles publiques à la dérive, des ponts qui s'effondrent... et des pouvoirs publics incapables de faire face à des catastrophes naturelles d'ampleur à l'exemple de l'ouragan Katrina en 2005.

Au-delà de ces enjeux économiques et sociaux, c'est le lien social américain lui-même que le nouvel élu devra retisser. La « révolution conservatrice » menée par George W. Bush au nom d'une lecture religieuse radicale de la société a en effet conduit le pays à se déchirer sur la question dite des « valeurs » (famille, peine de mort, homosexualité, avortement, euthanasie...). Le rôle du président qui sera élu le 4 novembre sera de réunir les Américains pour qu'ils affrontent ensemble plutôt que les uns contre les autres les conséquences aussi bien de la crise actuelle que des errements du passé.■

La bataille des *Swing States* # 03.11

L'élection du président américain se décide au sein d'un collège électoral de 538 grands électeurs (majorité à 270) répartis dans les 50 états en fonction de leur population respective. Chaque candidat remporte l'ensemble des grands électeurs de l'état dans lequel il arrive en tête en nombre de voix - à l'exception du Nebraska et du Maine où les grands électeurs sont distribués entre candidats.

C'est pourquoi en cas de scrutin serré, la bataille se joue dans quelques états-clefs, ceux qui peuvent basculer d'un côté ou de l'autre : les swing states.

Cette année, une dizaine d'états sont concernés. Il s'agit notamment de ceux dans lesquels l'un des deux candidats ne l'a emporté que d'une courte tête en 2004 - comme l'Iowa ou l'Ohio en faveur de George Bush ou la Pennsylvanie pour John Kerry. La nouveauté, c'est que des états réputés républicains (Indiana, Virginie ou Colorado) sont désormais eux aussi en jeu : ils peuvent basculer pour Barack Obama.

Celui-ci, si l'on en croit les sondages, s'est assuré une marge d'avance dans nombre de ces états et pourrait donc atteindre les 270 voix fatidiques en ajoutant quelques-uns des swing states républicains (Ohio plus Nevada, soit 25 grands électeurs, ou Virginie plus Colorado, soit 22 grands électeurs, par exemple) aux états gagnés par Kerry en 2004 à condition de conserver ceux-ci (soit 252 grands électeurs). Alors que John McCain doit se défendre pied à pied dans des états qui étaient a priori comptés comme républicains. Il a d'ailleurs décidé, au regard de ressources financières bien plus limitées que son adversaire, de ne poursuivre la guerre de conquête qu'en Pennsylvanie, un gros état (21 grands électeurs) qui pourrait lui permettre de compenser des pertes ailleurs.

Reste le cas de la Floride dont on connaît le caractère déterminant depuis 2000. Elle pourrait à elle seule, avec ses 27 grands électeurs et après avoir voté à nouveau républicain en 2004, faire pencher la balance pour Obama s'il gagnait là-bas - il y devance McCain d'une courte tête dans les sondages.■

Quand l'Amérique a rendez-vous avec l'Histoire # 04.11

Le grand jour est arrivé. Après plus d'un an de campagne et plus d'un milliard de dollars dépensé par les candidats pour cette élection, les Américains et le monde entier vont enfin savoir qui sera le prochain président des Etats-Unis. La participation à cette élection pourrait bien d'ailleurs être historique. Ainsi s'attend-t-on partout dans le pays à une affluence trop importante pour permettre à tout le monde de voter dans de bonnes conditions et avant la clôture du scrutin - les votes anticipés indiquent déjà une participation record.

Les deux candidats ont tout donné dans les dernières heures de cette longue bataille en sillonnant le pays de long en large. Mais l'attente est évidemment plus forte d'un côté que de l'autre. C'est Barack Obama, s'il est élu, qui fera l'Histoire. Davantage en tout cas que John McCain ou alors pas pour les mêmes raisons, car si ce dernier l'emportait, ce serait son comeback de

dernière minute qui serait historique et non son élection. Ce déséquilibre tient moins à la personnalité de McCain qu'à la force d'incarnation d'Obama. C'est lui qui a le mieux su donner, tout au long de cette campagne, une image à la fois neuve, rassurante et pleine d'espoir des Etats-Unis. Un « Noir à la Maison-Blanche » est à soi seul un slogan politique qui résume le chemin parcouru par ce pays depuis quarante ans.

Pourtant si Obama gagne, comme chacun s'y attend désormais, ce ne sera pas parce qu'il est noir. Ce sera parce qu'il aura été le meilleur candidat durant cette campagne. Parce qu'il aura dû surmonter une élection primaire, contre Hillary Clinton, d'une longueur et d'une âpreté rares avant d'affronter directement McCain. Parce qu'il aura su mobiliser hommes et moyens comme jamais aucun candidat ne l'avait fait avant lui. Parce qu'il aura su incarner une Amérique tournée vers l'avenir et pleine de promesses - celles qu'il lui faudra remplir pour ne pas décevoir.

Pour toutes ces raisons, ce 4 novembre pourrait bien être un moment historique. Celui du début d'une nouvelle époque de l'histoire américaine, et donc de la nôtre.■

Obama président : l'espoir d'une nouvelle Amérique # 06.11

La victoire annoncée a eu lieu. Pour la première fois de son histoire, l'Amérique s'est donnée un président noir. C'est un chapitre de l'histoire des Etats-Unis qui se clôt aujourd'hui. Le symbole est puissant, le monde entier, qui a symboliquement voté Barack Obama, l'a bien compris. Mais après la célébration légitime de ce jour historique, va commencer, très vite, la « présidence Obama ». Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle aura lieu dans des circonstances particulièrement difficiles alors qu'elle devra répondre favorablement à la formidable vague d'espoir et d'enthousiasme qu'elle a soulevée.

Au-delà du symbole et de la portée historique du moment, on peut attendre des changements substantiels de cette nouvelle présidence. D'abord sur le plan international, sujet à partir duquel Obama a décidé d'entrer en campagne, comme opposant du premier jour à la guerre d'Irak. Le transfert des moyens et de l'attention de l'Irak à l'Afghanistan sera l'une des priorités du nouveau président. La guerre contre le terrorisme se poursuivra mais de manière plus ciblée, plus efficace et surtout mieux coordonnée avec les alliés des Etats-Unis. Bref, ce sera une présidence plus multilatérale bien que toujours attentive aux dangers du monde dans lequel elle va se dérouler. L'enjeu sera aussi de réduire les risques venus d'Iran et du Pakistan. La personnalité d'Obama, dont il a été souvent rappelé dans la campagne que le deuxième prénom est Hussein, lui facilitera incontestablement la tâche surtout s'il doit taper du poing sur la table, car nul ne pourra alors le soupçonner de racisme ou d'être un partisan du « choc des civilisations ». On peut également lui faire

confiance pour mettre fin aux exactions, à la torture et aux dénis de droits des prisonniers de guerre qui ont tant terni l'image des Etats-Unis ces dernières années.

Les changements seront importants aussi du point de vue économique. La menace de la récession et les conséquences de la crise financière conduisent à penser autrement la régulation de l'économie par la puissance publique. A revenir non pas à l'interventionnisme keynésien mais au souci d'autres équilibres que celui des seuls marchés (financiers notamment). La nouvelle équipe, très solide économiquement, elle l'a montré au mois de septembre pendant la crise financière, sera mieux à même de gérer ce changement de cap que celle qui a conduit l'économie américaine dans le mur pendant les années Bush.

Mais que l'on ne s'y trompe pas, Barack Obama sera avant tout le « Président des Etats-Unis ». Il sera le garant et le promoteur des intérêts de son pays. Et, à ce titre, il pourrait bien décevoir les espoirs placés en lui par beaucoup de ses supporteurs à travers le monde. Il aura une position dure et en continuité avec ce qui s'est fait jusqu'ici dans la guerre contre le terrorisme, notamment en Afghanistan. Il négociera âprement sur les questions commerciales ou sur les questions d'environnement. Il traitera ses alliés et ses adversaires selon les intérêts de la puissance américaine et non en vertu de valeurs universelles.■

Une présidence à hauts risques # 06.11

On peut craindre que l'enthousiasme qui a porté Obama jusqu'à la victoire retombe aussi vite qu'il s'est cristallisé et que les espoirs nés de cette campagne exceptionnelle soient rapidement déçus. Pour trois raisons essentiellement. La première tient à la nature même du discours d'Obama. Il a en effet construit sa candidature et son succès sur l'idée que les Américains, s'ils dépassent leurs divisions et les clivages qui traversent leur société, seront plus forts et, de là, pourront mieux résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. Cette rhétorique de l'unité était nécessaire et a été particulièrement bien reçue après la présidence Bush dont le principe même était la mise en exergue des clivages de la société américaine, notamment à partir d'une vision idéologisée du bien et du mal. Mais elle a un défaut : celui de masquer les rapports de force et les divergences d'intérêt dans la société. Or Obama ne pourra satisfaire tout le monde en même temps et il devra choisir ses priorités, notamment sociales, ce qu'il n'a pas nécessairement pu ou su faire pendant la campagne.

Et ce, surtout s'il n'a pas les moyens de sa politique. C'est la deuxième raison qui pourrait rapidement doucher les espérances soulevées par la victoire d'Obama. Comment en effet pourra-t-il trouver les ressources pour financer ne serait-ce

que sa politique sociale (sauvetage des retraites, extension de l'assurance-maladie, amélioration des écoles publiques...) alors que le déficit budgétaire avoisinera les 1000 milliards de dollars cette année ? De même le coût conjugué des interventions militaires dans le monde, du plan Paulson et des baisses massives d'impôt ces dernières années rend-t-il particulièrement difficile tout investissement nouveau. Ou alors au risque d'accroissement supplémentaire de la dépendance financière des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine ou des pays du Golfe persique.

La troisième source d'inquiétude pourrait bien venir du camp démocrate lui-même. Obama va devoir s'accommoder d'un Congrès « très » démocrate, ce qui n'est, paradoxalement, sans doute pas la meilleure situation pour le président. En effet, l'histoire a montré que la concordance politique de la Présidence et du Congrès, surtout lorsque les Démocrates dominent largement les deux chambres, conduisait souvent à une forme de surenchère, budgétaire notamment, au nom d'intérêts partisans. Et de là au risque de défaite à court terme comme l'ont montré les deux derniers exemples de Jimmy Carter en 1980 (victoire de Ronald Reagan) et de Bill Clinton en 1994 (victoire des Républicains ultraconservateurs de Newt Gingrich au Congrès). Obama pourrait ainsi se retrouver prisonnier de sa majorité, et ne pas pouvoir résister aux groupes de pression qui l'ont soutenu et à ses « amis » démocrates. On notera d'ailleurs, qu'il n'a jamais été, au cours de sa brève carrière politique que ce soit à Chicago ou à Washington, très porté sur la confrontation avec son parti et ses barons.

La présidence Obama commence dans l'euphorie d'une victoire historique. Mais elle débute aussi en des temps difficiles et incertains. Or on ne sait jamais ce que sera une présidence américaine quelles que soient les qualités du nouvel élu. Un seul exemple : en 2000, quand le falot George W. Bush a été élu dans les conditions controversées que l'on sait, les Etats-Unis étaient respectés et en paix avec le monde, et le débat crucial du moment portait sur la meilleure utilisation possible de l'énorme excédent budgétaire accumulé pendant les années Clinton.■